

Où est l'argent pour les droits des femmes ?

ÉVÈNEMENTS

PUBLIÉE LE 22/11/2016

Formation de travail liée : DÉLÉGATION AUX DROITS DES FEMMES ET À L'ÉGALITÉ

Conférence de lancement du 15 septembre 2016.

Si l'égalité femmes-hommes est souvent présentée comme une thématique au cœur des valeurs de notre société, force est de constater que cette priorité affichée ne se décline pas au plan financier. Le budget dédié à l'égalité femmes-hommes est peu lisible et demeure le plus petit budget de l'État. Les crédits sont loin de correspondre aux politiques publiques qui se sont développées ces dernières années en faveur de l'égalité et de suffire aux besoins, par exemple en matière de formation ou de lutte contre les violences et les discriminations. La présidence du Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes et la fonction de secrétaire générale du Conseil Supérieur de l'Égalité Professionnelle sont pour leur part exercées à titre bénévole, ce qui constitue une exception dans la gouvernance des hauts conseils et autres commissions consultatives. Au niveau local, des associations majeures pour les droits des femmes (telles les antennes relais du planning familial ou les centres d'information sur les droits des femmes) se trouvent menacées faute de baisse drastique ou de suppression des subventions allouées par les collectivités. Les fondations financent également peu de projets en direction des femmes.

Dans la continuité de son engagement en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, le CESE s'est associé au HCEfh, à la Fondation des Femmes, au Fonds pour les Femmes en Méditerranée, au Comité ONU Femmes France et à W4 dans la production du rapport « Mais où est l'argent pour les droits des femmes ? Une sonnette d'alarme » présenté au CESE le 15 septembre 2016.

L'évènement a rassemblé plus de 250 personnes accueillies dans l'hémicycle du Conseil. Sylvie Brunet, présidente de la section du travail et de l'emploi, membre de la DDFE, a ouvert le colloque en affirmant l'importance d'investir le sujet et d'œuvrer à ce que les actions en faveur de l'égalité bénéficient des moyens nécessaires à la réalisation des objectifs. Laurence Rossignol, ministre des familles, de l'enfance et des droits des femmes, a exprimé la nécessité de créer une véritable culture du gender budgeting. Danièle Bousquet, Présidente du HCEfh, a souligné que l'égalité se révèle un bon investissement sur le long terme mais que ce chantier nécessite de réels moyens humains et financiers à court et moyen termes. Michèle Perrot, historienne émérite, qui a évoqué le sujet sous un angle historique, a été ovationnée.

Interventions de Mmes Brunet, Rossignol et Bousquet :

Lors de la présentation dans l'hémicycle, de nombreux et nombreuses acteur.rice.s de l'égalité étaient présent.e.s. La Délégation aux Droits des Femmes a pris le temps d'interviewer certaines actrices de terrain afin d'entendre la parole du plus grand nombre.

Consultez le Rapport Argent Droits des Femmes : http://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_argent_et_ddf_2016_09_13_vf-4.pdf